

Egypte/En pleine célébration des Rameaux

Deux attentats contre des églises coptes font au moins 43 morts

AFP
Tanta/Egypte

Ce massacre, revendiqué par le groupe Etat islamique, survient à trois semaines de la visite du pape François, qui a adressé ses condoléances au pays.

DEUX attentats à la bombe revendiqués par le groupe Etat islamique (EI) ont visé hier des églises coptes en Egypte, faisant au moins 27 morts dans la ville de Tanta et 16 morts à Alexandrie, avant une visite du pape dans trois semaines.

L'attentat d'Alexandrie, la grande ville du nord du pays, a été perpétré par un kamikaze "équipé d'une ceinture explosive", qui a tenté de pénétrer dans l'église Saint-Marc où se trouvait le pape copte orthodoxe Tawadros II à l'occasion de la fête des Rameaux. Des policiers l'en ont empêché et il s'est alors fait exploser, selon le ministère de l'Intérieur. L'Eglise copte a rapidement précisé que son chef n'avait pas été atteint, et

qu'il se "porte bien". Les deux attaques ont été revendiquées en début d'après-midi par l'EI, dont la branche égyptienne avait récemment appelé à viser la communauté copte.

Le premier attentat a eu lieu peu avant 10H00 (09H00 au Gabon) en pleine célébration des Rameaux dans l'église Mar Girgis (Saint-George) de Tanta, une grande ville située à une centaine de km du Caire dans le delta du Nil.

Le bilan s'est rapidement alourdi, montant à 27 morts et 78 blessés selon le ministère de la Santé.

"L'explosion a eu lieu aux premiers rangs, près de l'autel, durant la messe", a précisé à l'AFP le général Tarek Atiya, adjoint du ministre de l'Intérieur en charge des médias.

Quelques heures plus tard, une autre explosion a frappé l'église Mar Morcos (Saint-Marc) à Alexandrie, faisant 16 morts et 41 blessés, selon un bilan actualisé du ministère de la Santé.

A l'intérieur de l'église de Tanta, les bancs de bois



Photo : AFP

Dimanche des Rameaux ensanglanté par un double attentat. Celui perpétré dans une église de la ville de Tanta a fait au moins 27 morts.

brisés et divers objets personnels jonchaient le sol maculé de sang. Et les murs blancs, également éclaboussés de sang, portaient la marque d'éclats. Après avoir inspecté les lieux, la police a établi un cordon de sécurité, devant lequel plusieurs personnes étaient rassemblées pour crier leur colère, a constaté une journaliste de l'AFP.

ATTAQUES SANGLANTES Ces attentats interviennent 19 jours avant une visite du pape François prévue les 28 et 29 avril en Egypte. "J'exprime mes profondes

condoléances à mon cher frère, sa sainteté le pape Tawadros II, à l'Eglise copte et à toute la chère nation égyptienne. Je prie pour les défunts et les blessés", a réagi le pontife argentin. Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a demandé hier à l'armée de déployer des forces pour aider la police à protéger les "infrastructures vitales" du pays. Son Premier ministre Chérif Ismaïl a souligné "la détermination de l'Etat à (...) éliminer à la racine le terrorisme".

Le chef de la sécurité de la province de Gharbeya, où

se trouve la ville de Tanta, a par ailleurs été remplacé à son poste par le ministre de l'Intérieur Magdy Abdel Ghaffar.

Parallèlement, Al-Azhar, prestigieuse institution de l'islam sunnite basée au Caire, a condamné "un attentat terroriste lâche". Le président français François Hollande a dénoncé un "attentat odieux", affirmant dans un communiqué que la France "est pleinement solidaire de l'Egypte".

Ces nouvelles attaques interviennent quatre mois après un attentat suicide spectaculaire, revendiqué par l'EI et qui avait frappé le 11 décembre au Caire l'église Saint-Pierre et Saint-Paul, faisant 29 morts.

Les Coptes orthodoxes d'Egypte représentent la communauté chrétienne la plus nombreuse du Moyen-Orient, constituant 10% des 92 millions d'Egyptiens, et l'une des plus anciennes.

Ils se disent victimes de discriminations dans tout le pays de la part des autorités et de la majorité musulmane.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Rébellion. Accrochage près de Bujumbura**

Un accrochage de plusieurs heures a opposé vendredi soir un groupe rebelle à l'armée burundaise, à environ 15 km au nord de la capitale Bujumbura, et s'est poursuivi samedi matin, les deux camps faisant état de bilans contradictoires.

• **Mali/Politique. Abdoulaye Idrissa Maïga Premier ministre**

Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a nommé chef du gouvernement son actuel ministre de la Défense, Abdoulaye Idrissa Maïga, 59 ans, en remplacement de Modibo Keïta, en poste depuis janvier 2015, selon un décret du chef de l'Etat publié samedi soir.

• **RDCongo/Politique. Kabila en accusation**

L'opposition congolaise a accusé hier le président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, d'être le "principal obstacle au processus démocratique" dans ce pays qui traverse une grave crise politique.

• **Somalie/Attentat. Au moins dix morts à Mogadiscio**



Photo : AFP

Le chef de l'armée somalienne, à peine nommé, a échappé hier à Mogadiscio à un attentat à la voiture piégée qui a fait au moins dix morts, dont sept civils, réponse sanglante des islamistes radicaux shebab au récent discours martial du président somalien.

A travers le monde

• **Serbie/Présidentielle. Le nouveau président accusé de fraude**

Un candidat indépendant pro-européen à l'élection présidentielle serbe du 2 avril a dénoncé hier des "irrégularités scandaleuses" lors du scrutin remporté par le Premier ministre Aleksandar Vucic.

• **Suède/Attentat. Deux Suédois, un Britannique et un Belge tués**



Photo : AFP

Deux Suédois, un Britannique et un Belge ont été tués dans l'attentat au camion bélier de Stockholm qui a également fait 15 blessés vendredi, a annoncé hier la police suédoise. Quant à son auteur présumé, il s'agit d'un demandeur d'asile débouté et manifestant de l'intérêt pour des organisations jihadistes.

France/Présidentielle

Journal de campagne à 14 jours du 1er tour

AFP
Paris/France

A 14 jours du premier tour de la présidentielle française, la chef de file de l'extrême droite Marine Le Pen a estimé que la France n'était "pas responsable" d'une vaste rafle commise à Paris contre les Juifs en 1942, tandis que d'autres candidats se livrent à une guerre de surnom.

• **Le Pen et le Vel d'Hiv'**

La candidate de l'extrême droite Marine Le Pen a jugé hier que la France n'était "pas responsable" de la rafle du Vel d'Hiv en 1942 à Paris, exécutée par les forces de l'ordre françaises et au cours de laquelle plus de 13 000 juifs avaient été arrêtés. "Je pense que la France n'est pas responsable du Vel d'Hiv", a répondu au cours d'une interview la présidente du Front national, interrogée sur cette rafle et la décision du président français Jacques Chirac de reconnaître en juillet 1995 la responsabilité de la France.

"Je pense que de manière générale, plus générale-



Photo : AFP

Le candidat de la droite François Fillon, en meeting hier Porte de Versailles : "Je ne vous demande pas de m'aimer."

ment d'ailleurs, s'il y a des responsables, c'est ceux qui étaient au pouvoir à l'époque, ce n'est pas LA France", a déclaré Mme Le Pen.

• **guerre des surnoms** Surnommé par François Fillon "Emmanuel Hollande" qui l'accuse d'être un transfuge du président socialiste sortant, le centriste Emmanuel Macron a en retour rebaptisé hier le candidat de la droite "François Balkany", en référence à un élu de droite empêtré dans les affaires.

"Je ne suis pas l'héritier de ce quinquennat ou d'un système", s'est défendu l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande, dont le

mouvement En marche ! se veut "ni de gauche ni de droite".

Il a ensuite fait allusion aux scandales qui éclaboussent son rival François Fillon, inculpé pour détournement de fonds publics en l'affublant à son tour d'un surnom peu flatteur.

« Je ne l'appellerai pas "François Balkany" mais il ressemble plus à ça qu'à autre chose aujourd'hui », a-t-il lancé, en référence à Patrick Balkany, député-maire de droite soupçonné d'avoir caché au fisc une propriété à Marrakech et une autre aux Antilles françaises.

Dans une autre interview publiée hier, M. Ma-



Photo : AFP

De son côté, celui de "La France insoumise" Jean-luc Mélenchon a fait observer à Marseille une minute de silence en mémoire des migrants disparus en Méditerranée.

cron promet, s'il est élu, de présenter un projet de loi de moralisation de la vie politique "avant les législatives" de juin.

• **"Je ne vous demande pas de m'aimer"**

"Je ne vous demande pas de m'aimer, je vous demande de me soutenir, parce qu'il y va de l'intérêt de la France", a lancé François Fillon à 25 000 personnes réunies pour un meeting à Paris. "Il ne s'agit pas de choisir un copain. Il s'agit de choisir un président, et, à travers lui, le destin que nous voulons ouvrir à la France", a poursuivi l'ancien Premier ministre.

• **Minute de silence** Le candidat de la gauche radicale Jean-Luc Mélen-

chon, au coude-à-coude dans les sondages avec François Fillon, en troisième position, a fait observer hier à Marseille une minute de silence à des dizaines de milliers de partisans venus assister à son meeting, en mémoire des migrants disparus en Méditerranée.

"Ah la bonne mer, comment est-il possible que tu sois devenue ce cimetière où 30 000 ont disparu dans les eaux ?" a déclaré le candidat de La France insoumise.

"Écoutez vous autres, écoutez, c'est le silence de la mort", a-t-il ajouté. "Silence !", a imposé M. Mélenchon à une foule jusqu'ici plutôt dissipée.